Informations de base

2016/2755(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur le Viêt Nam **Subject** 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Viêt Nam	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
09/06/2016	Décision du Parlement	T8-0276/2016	Résumé
09/06/2016	Résultat du vote au parlement		
09/06/2016	Débat en plénière		
09/06/2016	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2016/2755(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0754/2016	06/06/2016	
Proposition de résolution		B8-0757/2016	06/06/2016	
Proposition de résolution		B8-0761/2016	06/06/2016	
Proposition de résolution		B8-0763/2016	06/06/2016	
Proposition de résolution		B8-0765/2016	06/06/2016	
Proposition de résolution		B8-0767/2016	06/06/2016	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0276/2016	09/06/2016	Résumé

Résolution sur le Viêt Nam

2016/2755(RSP) - 09/06/2016 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le Viêt Nam.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes

PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE et EFDD.

Constatant le fait que dans ce pays, les partis politiques indépendants, les syndicats et les organisations des droits de l'homme étaient interdits et que les rassemblements publics ne pouvaient avoir lieu sans autorisation officielle, le Parlement appelle le Viêt Nam à **mettre immédiatement un terme** à tous les actes de harcèlement, d'intimidation et de persécution à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et des militants sociaux et environnementaux.

Il insiste pour que le gouvernement respecte le droit de ces militants à manifester pacifiquement et libère toute personne qui serait encore injustement détenue.

Préoccupé par les réactions de plus en plus violentes envers les manifestants vietnamiens exprimant leur colère face à la mort d'un grand nombre de poissons le long de la côte centrale du pays, le Parlement demande que les résultats des enquêtes sur cette catastrophe environnementale soient publiés et que les responsables soient tenus de rendre des comptes. Il dénonce la condamnation de journalistes et de blogueurs au Viêt Nam et réclame leur libération.

Condamnant les violations incessantes des droits de l'homme perpétrées au Viêt Nam, y compris l'intimidation politique, le harcèlement, les agressions, les arrestations arbitraires, le Parlement souligne avec préoccupation l'examen, par l'Assemblée nationale, d'une loi sur les associations et d'une loi sur la croyance et la religion qui sont incompatibles avec les normes internationales en matière de liberté d'association et de liberté de religion ou de conviction. Il réclame à nouveau la révision d'articles spécifiques du code pénal vietnamien qui sont utilisés pour réprimer la liberté d'expression. Il estime notamment qu'il est regrettable qu'**aucun prisonnier politique ne figure parmi les 18.000 prisonniers ayant bénéficié d'une amnistie** le 2 septembre 2015.

Le gouvernement vietnamien est ainsi appelé à:

- établir des mécanismes de responsabilité efficaces pour ses forces de police et services de sécurité;
- mettre fin aux persécutions religieuses et modifier la législation sur le statut des communautés religieuses afin de rétablir le statut juridique des religions non reconnues;
- retirer la cinquième version de la loi sur la croyance et la religion, qui fait actuellement l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale, et préparer un nouveau projet qui soit conforme aux obligations que le Viêt Nam doit remplir au titre de l'article 18 du pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- lutter contre la discrimination à l'égard des femmes.

Pour sa part, l'Union européenne est appelée à renforcer son dialogue politique sur les droits de l'homme avec le Viêt Nam et à utiliser tous les outils et instruments appropriés pour accompagner le gouvernement du Viêt Nam pour soutenir et protéger les défenseurs des droits de l'homme.

Le Parlement félicite enfin le Viêt Nam pour avoir réalisé un grand nombre d'objectifs du Millénaire pour le développement et pour sa loi sur le mariage gay.